

**Séance ordinaire du  
mardi 26 mars 2024**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Ville éducative et réussite  
scolaire**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Propositions Artistiques et Culturelles pour les écoles - Année scolaire 2023-2024 -  
Attribution de subventions - Convention - Approbation - Autorisation de  
signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier réaffirme son objectif d'égalité d'accès à la culture pour tous les enfants scolarisés dans les écoles publiques de Montpellier, afin que chacun puisse bénéficier d'au moins une proposition culturelle pendant son cycle primaire. Dans ce but, l'implication de toutes les écoles et leurs enseignants dans l'élaboration des projets sera encouragée à travers à une répartition équitable des financements.

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines. Notamment en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et à d'autres partenaires pour la mise en œuvre du Parcours d'Education Artistique et Culturelle – défini par la circulaire du 13 mai 2013, commune aux ministères de l'Education nationale et de la Culture. Ce dispositif est le fruit d'un partenariat entre la Ville de Montpellier, la Direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) de l'Hérault et la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Occitanie.

Pour la période du 8 janvier au 5 juillet 2024, 41 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des Propositions Artistiques et Culturelles pour les Ecoles (PACE). Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer des subventions à hauteur de 66 090 € selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Frédéric BAZILLE / Cie APIEU	990 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Victor SCHOELCHER / Kérozen et Gazoline	1980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Hélène BOUCHER / Rififi danse théâtre	1 970 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Paul LANGEVIN /Cie Singulier Pluriel	2 960 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Marie de Sévigné / Le Moovenement	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Alain SAVARY /Théâtre la Vista	1 970 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Sigmund FREUD / Nathalie TROVATO	2 470 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Sergei Prokofiev / Yann BIRGY	600 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 –Jules VERNE / Cie Griottes	1980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Agrippa d'AUBIGNE / Christine Boileau	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Louise MICHEL / Les sentiers de la création	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – PASTEUR / Cie la conciergerie	500 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jules FERRY / Cie Satellite	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Ingrid BERGMAN / Kérozen et Gazoline	980 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Térésa / Kérozen et Gazoline	1 780 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jean MERMOZ / Perrine BOYER	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jean MOULIN / Cie Les gens du quai	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – La Fontaine / Les sentiers de la création	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Aristote / Isabelle Hernandez	1 180 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Indira GANDHI / Association SENZALA	1 480€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Louis ARMSTRONG / Rififi danse théâtre	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jacques PREVERT / Compagnie du petit côté	1 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Joseph DELTEIL / Association LineUp	2 470 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Geneviève BON / Yann BIRGY	2 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Marc BLOCH / OUPS	1 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Madeleine BRES / OUPS	1 630 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – PICASSO et AVERROES / Nathalie TROVATO	2 460 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – GALILEE / Carole TRICARD	2 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – KUROSAWA / La Compagnie Buissonnière	990 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – HEIDELBERG / Cie Septième point	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Martin LUTHER KING / L'Enjambée	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – André BOULLOCHE / Association la cabane	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – LOUISVILLE / Cie la conciergerie	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Pablo NERUDA/ Allon'Z'enfants	1 980€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Antoine BALARD / Magalie CARLIER MAJEON	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Madeleine RENAUD / Balthazar	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Georges SIMENON / Cie Taffanel	2 960 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Aliénor d'AQUITAINE / Les sentiers de la création	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – RONSARD / Cie la cortina	2 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Marcel PAGNOL / Balthazar	1 980 €
525	Association de l'école Léopold Sédar Senghor	PROJET	PACE 2024 – Léopold Sédar SENGHOR / Sébastien Masse	980 €

La Direction Académique versant directement aux compagnies 7 910€ pour les projets suivants :

STRUCTURE	TYPE	TITRE DU PROJET	MONTANT ACCORDE
BRAND A PART	PROJET	PACE 2024	1 980 €
PERRINE BOYER	PROJET	PACE 2024	3 950 €
URSULA CARUEL	PROJET	PACE 2024	1 980 €

Conformément à la convention qui lie la Ville de Montpellier avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles, la Ville s'engage à avancer la somme de 30 000 € qui lui sera ensuite reversée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et la convention type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 8 avril 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 9 avril 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention OCCE34 CD PACE.docx

- LE Senghor.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240326-262583-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 08/04/24  
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Nom de la structure: OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT - OCCE34**  
**Nature de la subvention : PACE 2024**  
**Montant attribué : 65 110 €**  
**Thématique : Propositions Artistiques et Culturelles dans les Ecoles**

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2024.

Et :

La structure bénéficiaire OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT représentée par ....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

### **Il a été convenu ce qui suit :**

#### **Préambule:**

Considérant que l'organisme contractant a initié et conçu un projet conforme à ses missions ou à son objet statutaire,

Considérant que la structure bénéficiaire OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT contribue au développement de la politique de la Ville en matière de Propositions Artistiques et Culturelles dans les Ecoles et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

#### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT a sollicité une subvention de 65 110 euros pour le projet Propositions Artistiques et Culturelles dans les Ecoles. Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : 118 864€.

#### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4

de la présente convention.

### Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2024, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT une subvention d'un montant de **65 110 euros**.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

### Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 1 fois à la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du **relevé d'identité bancaire** (RIB) original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

**Le tableau RIB ci-dessous doit aussi être renseigné :**

Nom du titulaire du compte:.....

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention.

### Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT s'engage :

- ☐ à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association ;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
  - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
  - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
  - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);
- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- ☐ à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

## **Article 6 : Modalités de contrôle**

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

## **Article 7: Devoir d'information**

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## **Article 8: Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

## **Article 9: Avenant**

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

## **Article 10: Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

### **Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789**

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



<b>CODE</b>	<b>STRUCTURE</b>	<b>TYPE</b>	<b>TITRE DU PROJET</b>	<b>Montant accordé</b>
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Frédéric BAZILLE / Cie APIEU	990 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Victor SCHOELCHER / Kérozen et Gazoline	1980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Hélène BOUCHER / Rififi danse théâtre	1 970 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Paul LANGEVIN /Cie Singulier Pluriel	2 960 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Marie de Sévigné / Le Moovenement	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Alain SAVARY /Théâtre la Vista	1 970 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Sigmund FREUD / Nathalie TROVATO	2 470 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Sergei Prokofiev / Yann BIRGY	600 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 –Jules VERNE / Cie Griottes	700 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Agrippa d'AUBIGNE / Christine Boileau	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Louise MICHEL / Les sentiers de la création	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – PASTEUR / Cie la conciergerie	500 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jules FERRY / Cie Satellite	980 €
551	l'Association Départementale de	PROJET	PACE 2024 – Ingrid BERGMAN / Kérozen et Gazoline	980 €

	l'Office Central de la Coopération à l'Ecole			
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Térésa / Kérozen et Gazoline	1 780 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jean MERMOZ / Perrine BOYER	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jean MOULIN / Cie Les gens du quai	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – La Fontaine / Les sentiers de la création	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Aristote / Isabelle Hernandez	1 180 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Indira GANDHI / Association SENZALA	1 480€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Louis ARMSTRONG / Rififi danse théâtre	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Jacques PREVERT / Compagnie du petit côté	1 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Joseph DELTEIL / Association LineUp	2 470 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Geneviève BON / Yann BIRGY	2 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Marc BLOCH / OUPS	1 280 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Madeleine BRES / OUPS	1 630 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – PICASSO et AVERROES / Nathalie TROVATO	2 460 €
551	l'Association Départementale de	PROJET	PACE 2024 – GALILEE / Carole TRICARD	2 280 €

	l'Office Central de la Coopération à l'Ecole			
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – KUROSAWA / La Compagnie Buissonnière	990 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – HEIDELBERG / Cie Septième point	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Martin LUTHER KING / L'Enjambée	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – André BOULLOCHE / Association la cabane	1 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – LOUISVILLE / Cie la conciergerie	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Pablo NERUDA/ Allon'Z'enfants	1 980€
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Antoine BALARD / Magalie CARLIER MAJEON	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Madeleine RENAUD / Balthazar	1 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Georges SIMENON / Cie Taffanel	2 960 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Aliénor d'AQUITAINE / Les sentiers de la création	980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – RONSARD / Cie la cortina	2 480 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	PROJET	PACE 2024 – Marcel PAGNOL / Balthazar	1 980 €



**Nom de la structure: ASSOCIATION ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER**  
**Nature de la subvention : Projet**  
**Intitulé du projet : PACE 2024**  
**Montant attribué : 980 €**  
**Thématique : PACE - PROPOSITIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES POUR LES ECOLES**

## **Lettre d'engagement**

Je soussigné(e), , représentant(e) légal(e) de la structure ASSOCIATION ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER, m'engage à utiliser la subvention de **980,00 €** attribuée pour l'année 2024 par la Ville de Montpellier lors du CM du 26 mars 2024 , conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Les pièces doivent être envoyées à l'adresse suivante :

Pôle Education  
Service Ressources et Réglementation  
Hôtel de Ville  
1 place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2024 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2024.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

### **Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789**

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution

## **CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT**

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

### **ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

### **ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

#### **ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

#### **ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

#### **ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

#### **ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

